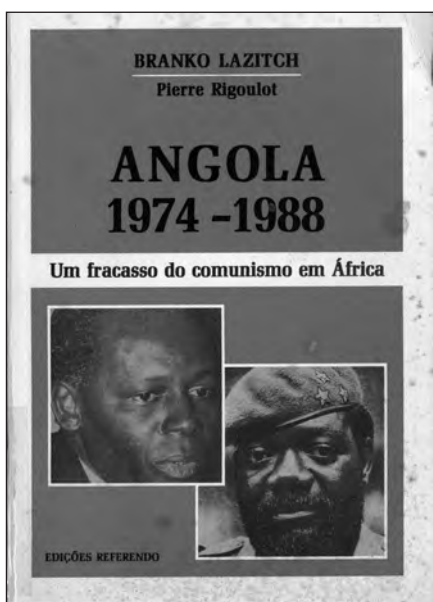


## Les Cubains en Angola<sup>[1]</sup>

par **BRANKO LAZITCH\***

L'INTERVENTION CUBAINE EN ANGOLA a suscité une série d'interprétations erronées en Occident. On peut en retenir quatre principales.



### Un événement sans précédent ?

Première interprétation erronée: on considère cet événement politico-militaire comme étant sans précédent. Assurant que «l'intervention cubaine intrigue les capitales du monde entier», le *Washington Post* a pu ainsi écrire que l'engagement cubain, «qui a renversé le cours des choses en Angola, est un événement extraordinaire dans l'histoire de l'après-guerre. Il a peu de précédents dans la manière d'agir des pays latino-américains ou des pays communistes».<sup>[2]</sup>

En fait, les précédents existent, nombreux, aussi bien en théorie qu'en pratique.

\* Historien du mouvement communiste international, animateur de la revue *Est & Ouest*, décédé le 5 janvier 1998.

1. Ce texte reprend, en y apportant parfois quelques retouches de pure forme, le chapitre IV d'une brochure préfacée par Jean-François Revel et publiée en supplément au n° 54 de la revue *Est & Ouest* datée de mai 1988. Traduite en portugais, cette brochure reste aujourd'hui encore une référence, même si l'histoire générale de l'invasion cubaine en Afrique est toujours à faire.

2. *Washington Post*, 18 février 1976.

En théorie, le *líder maximo* avait déjà souligné le 22 décembre 1975, lors de premier congrès du PC cubain, que son intervention en Angola n'avait précisément rien d'extraordinaire et découlait très logiquement de ses options politiques et théoriques : « C'est pourquoi, quand les impérialistes nous demandent quels sont nos intérêts (dans cette affaire angolaise), nous devons leur répondre : regardez, lisez un manuel d'internationalisme prolétarien afin de comprendre pourquoi nous aidons l'Angola ». <sup>[3]</sup>

Toute l'éducation des enfants cubains vise d'ailleurs à les préparer à accepter de futurs engagements hors de leur pays. À sept ans, tous doivent jurer sur le drapeau : *Pioneros del comunismo, seremos como el Che* (« Pionniers du communisme, nous serons comme le Che ») ; l'un des slogans favoris de la propagande cubaine le rappelle sans cesse : *Mas alto del comunista es el internacionalista* (« ce qu'il y a de plus élevé chez un communiste, c'est son internationalisme »).

Voilà pour les justifications, les « antécédents théoriques » en quelque sorte.

Quant aux antécédents pratiques, ils sont nombreux. Toute l'histoire du mouvement communiste est là pour en témoigner : aussitôt acquise sa victoire, le parti communiste d'un pays quelconque est tenu, au nom de l'« internationalisme », d'aider les communistes à triompher dans un autre pays (au moins !)

Quand la Russie est devenue communiste, elle a installé le communisme en envahissant militairement d'autres pays tels la Mongolie et la Géorgie (1921). De même, après que la Chine fut tombée presque tout entière aux mains des communistes, elle a, en 1951, transformé par la force le Tibet en territoire communiste. Le Vietnam du Nord a réussi également à imposer le communisme au Vietnam du Sud et au Cambodge. <sup>[4]</sup>

Parfois, les tentatives échouent : en 1920, l'URSS a été obligée d'abandonner son aventure militaire contre la Pologne, de même qu'en 1940 contre la Finlande ; la Yougoslavie titiste – et aussi stalinienne en 1945-1948 – a aidé puissamment, mais en vain, l'insurrection communiste en Grèce ; la Corée du Nord a essayé sans succès d'annexer la Corée du Sud en 1950 ; et l'on sait comment s'est terminée la tentative révolutionnaire de Che Guevara en Bolivie en 1967.

Mais suivis d'échecs ou de succès, les efforts d'implantation du communisme dans d'autres États par la force armée sont une constante de la politique communiste ; c'est pourquoi l'on ne peut soutenir que l'engagement castriste en Angola était sans précédent. Cuba elle-même a aidé, sur les plans militaire, logistique et politique, la guérilla communiste dans les pays d'Amérique centrale – avec succès au Nicaragua, ou sans succès au Salvador et au Guatemala.

---

3. *The African communist*, 1976, n° 2 p. 45. Il s'agit d'une revue du PC sud-africain.

4. Et peu après au Laos.

On ne peut cependant refuser à la politique extérieure cubaine une certaine originalité. L'aide « internationaliste » cubaine aux actions insurrectionnelles et « anti-impérialistes » en général a concerné successivement trois régions du monde : l'Amérique du Sud, l'Afrique et l'Amérique centrale (sans compter plus modérément le Moyen-Orient – Syrie et Yémen du Sud – dans les années 1970).

À l'époque de la guerre d'Espagne, des milliers de communistes venus de nombreux pays, combattaient les armes à la main dans un seul pays. Quarante ans plus tard, des dizaines de milliers d'hommes armés en provenance d'un seul État communiste, Cuba, combattent dans de nombreux pays et sur plusieurs continents.

### Une riposte à l'« agression sud-africaine » ?

La deuxième erreur que l'on rencontre souvent est la perception de l'action cubaine en Angola comme strictement défensive, destinée à riposter à l'importante intervention militaire sud-africaine du 23 octobre 1975. Cette thèse, popularisée par le prix Nobel de littérature Gabriel Garcia Marquez, meilleur romancier qu'historien<sup>[5]</sup>, néglige le fait que si l'intervention cubaine devient massive au début du mois de novembre 1975 (c'est alors l'opération Carlota), elle est loin de commencer à ce moment-là. Elle se développait même depuis déjà une dizaine d'années.

Dès 1965, deux cents « combattants internationalistes » cubains se trouvent au Congo-Brazzaville. Leurs efforts se tournent d'abord vers le Congo-Kinshasa mais bientôt une de leurs tâches est de conseiller les guérilleros du MPLA.<sup>[6]</sup>

Selon des sources soviétiques<sup>[7]</sup>, Ernesto Guevara rend visite à cette époque au « deuxième rayon politico-militaire du MPLA ».

Le premier contact personnel au sommet du castrisme et du communisme angolais a lieu au Congo-Brazzaville entre Guevara et Neto<sup>[8]</sup> en 1966. Il devait y en avoir d'autres : Neto se rend à Cuba peu après pour la première fois, accompagné de Hoji-ya-Henda<sup>[9]</sup>, le responsable militaire du MPLA de l'époque, et il assiste à la conférence tricontinentale. Bientôt, selon la même source soviétique, « de nombreux militants et responsables du MPLA vont acquérir une formation militaire à Cuba ».

Cette implication cubaine dans l'effort militaire du MPLA prend des proportions plus importantes après la chute du régime salazariste le 24 avril 1974 et devant la perspective d'une

5. Cette version a été publiée par la *New Left Review* (n° 101-102, février/avril 1977).

6. Carmela MESA-LAGO, June BELKIN, *Cuba in Africa*, University of Pittsburgh, 1982 p. 19.

7. A.R. KLAZANOV : *Agostinho Neto*, Moscou 1985, p. 110.

8. Agostinho Neto, dirigeant du Mpla et premier Président de la République populaire d'Angola, mort à Moscou en 1977.

9. Nom de guerre de José Mendes de Carvalho. Il est tué au combat contre l'armée portugaise en avril 1968.



*Le lieutenant-colonel cubain Manuel Rojas Garcia (à g.)  
et le capitaine cubain Ramon Aguilar (à d.),  
faits prisonniers par les forces de l'Unita,  
présentés à la presse lors du défilé militaire du 11 novembre 1987 à Jamba.*

accession rapide de l'Angola à l'indépendance. À la fin de l'année 1974, on trouve déjà à l'intérieur du pays des instructeurs cubains, membres des « Forces spéciales ». En mars 1975, ils sont à peu près 500. En mai 1975, des réservistes cubains commencent à être intégrés aux contingents envoyés en Angola dans divers centres d'entraînement militaire du MPLA.

En juin 1975, Flavio Bravo, l'un des proches de Fidel Castro, rencontre Neto au Congo-Brazzaville. Ce dernier lui demande une aide accrue en hommes, en armes et en matériel. L'aide est fournie et grâce à leur armement supérieur, d'origine soviétique, ainsi qu'à leurs instructeurs, qui participent aussi directement aux combats. Les troupes du MPLA s'emparent de Luanda en juillet 1975.

En septembre, les troupes cubaines affluent. Les Sud-Africains s'étaient pourtant jusque-là contents de protéger des installations situées près de la frontière namibienne. C'est alors qu'ils interviennent, poussant vers le nord jusqu'à la ville de Cunene, à 200 km au nord de la Namibie et l'occupent le 15 septembre. Cette présence sud-africaine, il faut le répéter, est limitée, strictement militaire, et postérieure à l'intervention cubaine. Ricardo Alarcon, vice-ministre des affaires étrangères de Castro, admit lui-même, lors d'une conférence qu'il donna devant la presse étrangère en décembre 1975, que l'envoi de soldats cubains avait commencé au printemps 1975. C'est ce que rapporte Juan Benemelis, ancien responsable de la section « Afrique » du ministère cubain des Affaires étrangères entre 1965 et 1975.

À la mi-octobre 1975, les Cubains sont déjà 7000 sous la direction du général Diaz Arguelles. Et c'est seulement le 23 octobre 1975 que les Sud-Africains et les forces angolaises

d'un dissident du MPLA passé au Fla, Daniel Chipenda<sup>[10]</sup>, déclenchent l'opération «Zoulou» et se heurtent aux Cubains qui, assumant le poids principal des combats, perdent environ 400 hommes.

Pour faire contrepoids aux 5 000 hommes de cette opération, prétextes et justifications de l'intervention cubaine accrue en Angola, Castro fait débarquer 15 000 hommes entre novembre 1975 et mars 1976.

Mais c'est le vote par le Congrès américain de l'amendement Clark, interdisant toute aide à l'Unita et au FNLA le 5 décembre 1975, qui mettra indirectement fin à l'intervention sud-africaine: la République d'Afrique du sud, isolée, ne voulait pas assumer seule le soutien aux forces angolaises opposées à l'occupation soviéto-cubaine et à l'implantation du communisme dans leur pays et préféra retirer ses troupes.

### L'Angola ou l'Afrique

La troisième erreur fréquemment commise consiste à réduire la présence des forces cubaines dans la seule Angola alors que leur intervention est seulement le point culminant d'une activité multiforme qui s'étend à bien d'autres pays africains. Castro a en effet envoyé massivement ses soldats et ses conseillers:

- en Éthiopie (où l'on en comptera jusqu'à 24 000 pendant les années cruciales de 1977-1979 et où il en restait encore 11 000 en 1987);
- au Congo-Brazzaville (3 000 conseillers et soldats en 1987);
- au Mozambique (2 500 soldats en 1987);
- en Libye et en Algérie (près de 3 500 soldats en 1987).

Selon Pamela S. Falk<sup>[11]</sup>, «Cuba a un petit nombre de soldats et de conseillers militaires et de conseillers techniques dans plusieurs autres nations au sud du Sahara, notamment en Zambie (200 soldats), en Ouganda (250), en Tanzanie (100), en Guinée équatoriale (240), à Sao Tome et Principe (500 membres de la Sécurité militaire) et au Lesotho, où 7 officiers chargés de l'entraînement représentent plus un geste de bonne volonté qu'une avancée sur le plan militaire [...] Cuba fournit aussi une assistance aux rebelles du Polisario combattant contre le Maroc pour l'indépendance du Sahara occidental. Dans les anciennes colonies d'Afrique occidentale française, britannique ou portugaise, Cuba a envoyé des conseillers civils au Bénin (50), en Sierra Leone (150) et en Guinée-Bissau (125)».

Au total, c'est dans dix-sept pays africains que Cuba s'est engagée dans un programme d'aide militaire ou civile.

10. Il retournera dans le giron du MPLA et mourra en 1992.

11. «Cuba in Africa», *Foreign Affairs*, été 1987, p. 1087-1088.

### URSS et Cuba: deux stratégies?

La quatrième erreur que l'on commet souvent est de tenter d'enfoncer un coin entre deux stratégies prétendument opposées: la cubaine et la soviétique.

En réalité, en Afrique comme en Amérique centrale et partout ailleurs, les deux stratégies, même si elles présentent des différences, sont profondément complémentaires. Comme le souligne Jiri Valenta<sup>[12]</sup>, « sans aide substantielle de l'Union soviétique sur les plans militaire et économique, Cuba n'aurait pas entrepris ou poursuivi ce type d'engagement militaire en Angola et en Éthiopie. La suprématie soviétique détermine les limites des choix cubains en Afrique ». L'armement soviétique, on l'a vu, a massivement accompagné l'arrivée des troupes cubaines en Angola et ailleurs. La maintenance et la modernisation de cet armement ne peuvent être assurées que par les Soviétiques. Seul encore, l'appui logistique des Soviétiques a permis le plein succès des ponts aériens vers l'Angola en 1975 et 1976 et vers l'Éthiopie en 1977 et 1978.

Quant à l'aide économique soviétique à Cuba, les statistiques montrent qu'elle s'accroît corrélativement aux engagements de Castro en Afrique<sup>[13]</sup>.

C'est donc en plein accord que Cuba et l'URSS agissent en Afrique, dans le cadre d'une sorte de division du travail révolutionnaire: la capitale du communisme apporte une contribution décisive sur le plan logistique (armes, transports, argent). La Havane fournit ses soldats – « la « chair à canon », pour reprendre l'expression des communistes quand, autrefois, ils dénonçaient les activités militaires de l'« impérialisme ».

Ainsi Castro, considéré à tort au début de sa carrière comme un nationaliste et nullement un communiste, puis comme un communiste, certes, mais nullement orthodoxe, doit être vu tel qu'il est: un communiste pro-soviétique très ordinaire. Lui-même se situe dans la droite ligne de l'inspiration marxiste-léniniste. Comme ce n'est pas la modestie qui le caractérise, il n'a pas hésité à proclamer en mars 1977 à Luanda, après la « victoire sur la contre-révolution »: « Marx, Engels et Lénine ont parlé de l'internationalisme mais nous, notre génération, avons eu le privilège de mettre l'internationalisme en pratique ».<sup>[14]</sup>

### Le fardeau de l'intervention

Il est arrivé à Cuba aux Cubains en Angola la même mésaventure qu'aux Soviétiques en Afghanistan: ni l'un ni l'autre des conquérants n'imaginait qu'au bout de longues années, leurs troupes en seraient encore à faire la guerre sans espoir de la gagner. D'où une première conséquence, bien imprévue au départ: le nombre élevé de soldats tués ou blessés. Les diri-

---

12. *The World today*, février 1981 p. 49.

13. Carmelo Mesa-Lago, June Belkin, *op. cit.* p. 3.

14. *The African communist*, 1977, n° 4, p. 65.

geants soviétiques et cubains, les uns comme les autres, se sont bien gardés de communiquer la moindre information à ce sujet. Mais on peut s'appuyer sur deux indications assez concordantes : fin 1984, l'Unita, l'organisation dirigée par Jonas Savimbi, donnait les chiffres de 5 000 Cubains morts et 11 000 blessés depuis 1975. En 1987, le général Rafael del Pino Diaz, ancien responsable des forces aériennes cubaines en Angola dix ans plus tôt, récemment réfugié aux États-Unis<sup>[15]</sup>, affirmait que le total des soldats castristes tombés en Angola se montait à environ de 10 000.

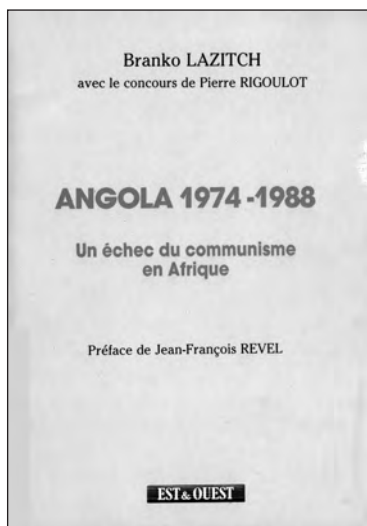
Bien que le total des pertes humaines n'ait jamais été communiqué à Cuba, cet engagement militaire en Afrique rencontra de moins en moins de soutien dans la population cubaine. Toujours selon Del Pino, près de 35 000 personnes auraient été emprisonnées pour avoir tenté de se soustraire à cette « mission internationaliste ». Et quoiqu'en disent les autorités cubaines, ceux qui partaient n'étaient pas de vrais volontaires : à Cuba, il faut se déclarer volontaire (à partir de 16 ans !) pour ne pas avoir d'ennuis avec les autorités. Aucune chance par exemple de faire des études supérieures si l'on ne se portait pas volontaire pour une mission « internationaliste ».

En plus du service militaire de trois ans, de nombreux citoyens cubains étaient astreints à des périodes de 45 jours. Ils recevaient un appel à se présenter à tel endroit indiqué, dans les 24 heures. Venait alors l'instruction – militaire et idéologique – à l'issue de laquelle un certain nombre d'entre eux étaient embarqués sur un bateau. Ce n'est qu'une fois en pleine mer qu'on leur révélait la destination de leur voyage : en général, l'Angola. Faiblement motivés, ces soldats étaient de moins en moins de téméraires internationalistes ! En 1988, les quinze régiments des « Forces armées cubaines révolutionnaires » présents en Angola sont surtout engagés dans la défense des îlots urbains aux mains du MPLA, en particulier de la capitale, n'intervenant qu'en cas d'urgence comme pour dégager la ville de Cuito-Canavale, assiégée par l'Unita au début de 1988.<sup>[16]</sup>

De plus, les difficultés des soldats cubains avec la population s'accroissaient. La principale raison en était l'inégalité manifeste de traitement et de conditions dont bénéficiaient les Cubains et les Soviétiques par rapport aux Angolais. Cela concernait surtout la solde, la nourriture, le logement et les dangers encourus. Il y avait aussi des heurts d'origine culturelle et des différences de mentalité dont il n'était pas toujours tenu compte. Les officiers angolais considéraient les Soviétiques comme arrogants, favorables à la ségrégation et despotiques.

15. Héros de la bataille de la Baie des Cochons, formé en Union soviétique, chargé de mission au Vietnam aux côtés des communistes au début des années 1970 puis critique envers la politique de Castro en Afrique, il s'enfuit aux États-Unis en mai 1987 avec sa famille.

16. Voir *Le Monde*, 23 janvier 1988. Le demi-succès cubain lors de la bataille de Cuito-Canavale conduira à une solution diplomatique favorisée par la volonté soviétique d'en finir avec les principaux conflits régionaux. La Namibie accédera à l'indépendance et les soldats cubains évacueront l'Angola à partir de janvier 1989.



Les problèmes financiers posés par la présence de plus de 40 000 soldats et conseillers cubains en Angola furent également aigus : le gouvernement du MPLA a dû prendre en charge les frais de séjour des soldats cubains et de l'armement fourni par l'Union soviétique. Ces paiements, effectués en dollars, représentaient une véritable saignée pour les Angolais. Les chiffres varient selon les sources, de 500 à 700 millions de dollars versés annuellement par Luanda. Très prudent mais plausible est le calcul fait dans l'édition 1987 d'un atlas économique français<sup>17</sup> : « Le coût de chaque soldat cubain est de 12 000 dollars par an, dont 4 000 pour la solde du militaire et 8 000 pour l'État cubain », ce qui rejoint l'estimation de 500 millions

de dollars de dépenses pour l'Angola en 1987, « ou encore de 25 % des recettes pétrolières en 1984 et 40 % en 1986 ».

La dette angolaise à l'égard de Cuba s'élevait à environ 500 millions de dollars à la fin de 1987.

À ce fardeau, il convient d'ajouter le véritable pillage auquel se livraient les Cubains en Angola, notamment des diamants et du bois précieux : entre 60 000 et 100 000 m<sup>3</sup> furent vendus sur le marché mondial en dehors de tout contrôle du gouvernement angolais

---

17. *Atlaseco* 1987, p. 206.